

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 16/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL LE ROUX**

KERVALAN  
29190 Pleyben

Références : -  
Code AIOT : 0052902032

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement EARL LE ROUX implanté KERVALAN 29190 Pleyben. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

le contrôle a été réalisé suite à un signalement reçu par le service santé et protection des animaux et végétaux le 3 janvier 2025 à 16h 40.

Ce signalement dénonce des conditions d'exploitation non conformes très graves :

- Dissimulation de l'existence de nouveaux animaux auprès des services de contrôle dans sa propriété de Plonévez du Faou;
- Élimination de vaches mortes dans les champs ou bien dans la fosse à lisier;
- La fosse à lisier qui déborde au milieu de la cour de ferme;
- Des conditions de traite sans respect des règles d'hygiène;
- Des installations électriques dangereuses qui ont électrocuté certains animaux jusqu'à la mort.

Il convient de préciser qu'aucune photo ni géolocalisation précise des non conformités n'ont été jointes au signalement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE ROUX
- KERVALAN 29190 Pleyben
- Code AIOT : 0052902032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Élevage autorisé par l'arrêté n°543/2004-A complémentaire du 25 novembre 2004 pour un élevage de 55400 poules pondeuses et un atelier de 85 vaches laitières et la suite.

A ce jour l' atelier poules pondeuse est arrêté cet arrêt d'activité a été acté en 2018. Une télédéclaration à été réalisée le 19 mai 2021 pour un effectif de 105 vaches laitières. L'installation relève actuellement du régime de la déclaration.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Fuite dans le milieu

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contenu de la déclaration	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits dénoncés dans le signalement n'ont pas été constatés.

Absence de débordement de la fosse dans la cour de l'élevage, absence d'animaux morts dans

cette fosse. Absence d'élevage "clandestin" sur la propriété de Plonévez du Faou.

La salle de traite était propre et bien entretenue. Les animaux qui ont été vus, étaient logés dans de bonnes conditions (présence de paille fraîche dans la stabulation génisses par exemple )

Considérant le caractère calomnieux du signalement l'inspection n'a pas réalisé de contrôle documentaire le jour de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.  Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents liquides construits après le 7 février 2005 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b>  Présence de 2 fosses de stockage non couvertes. Une rectangulaire et l'autre circulaire. Absence de débordement des fosses. La fosse circulaire est munie de drains et d'un regard de drains. Ce regard est protégé par un couvercle. Contrôle du regard de drain : regard propre avec évacuation d'eau claire. L'exutoire de ces drains de fosse est localisé et accessible. Contrôle de l'exutoire de drain : eau claire en sortie d'exutoire. Absence de débordement de la fosse qui se trouve en contre bas de la cour de la ferme contrairement à ce qui est noté dans le signalement. A noter : la présence de boue à proximité de cette fosse due à la pluviométrie. Les fosses sont protégées par des clôtures en bonne état (grillage). Cependant la protection doit être améliorée pour la fosse rectangulaire au niveau du point d'entrée des effluents et pour la fosse circulaire au niveau de la porte présente dans la clôture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection vous demande améliorer la protection des fosses vis à vis des risques de chute.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Déclaration de flux d'azote réalisée pour la période 2023/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contenu de la déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation et d'évacuation des effluents d'élevage et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>La déclaration précise notamment les effectifs maximaux prévus, exprimés en animaux pour les élevages concernés par la rubrique n°2101, ou en animaux-équivalents pour les élevages concernés par les rubriques 2102 et 2111, et les mesures prises relatives aux conditions de stockage et de traitement des effluents d'élevage. La déclaration précise, en particulier, le plan d'épandage prévu au 4.2 de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration que vous avez réalisée le 14/06/2021 a été enregistrée sous le numéro 20210457. Cette déclaration a fait l'objet d'une demande d'informations complémentaires et n'a pas pu être</p>

validée en l'état.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection vous demande de réaliser une nouvelle déclaration initiale sur le site de la préfecture du Finistère :

[https://demarches.service-public.fr/pro\\_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1](https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1)

cette déclaration devra comporter notamment les informations suivantes :

- les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation et d'évacuation des effluents d'élevage et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.
- les effectifs maximaux prévus, exprimés en animaux pour les élevages concernés par la rubrique n°2101, et les mesures prises relatives aux conditions de stockage et de traitement des effluents d'élevage. La déclaration devra préciser, en particulier, les éléments du plan d'épandage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 1.4

**Thème(s) :** Élevage, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans tenus à jour ;
- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus aux points 2.8, 4.2.2, 4.5, 8.1, 8.2 et 8.3 ci-après ;
- les dispositions prévues en cas de sinistre.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Le plan de masse après projet joint à la déclaration enregistrée le 14 juin 2021 est incomplet par rapport aux constats réalisés le jour du contrôle. Il manque notamment :

- le réseau complet d'évacuation d'eaux pluviales. Une seule partie du réseau est matérialisé

sur le plan.

- l'exutoire du réseau pluviale;
- le drain et regard de drain de la fosse circulaire (STO3);
- L'exutoire du regard de drain;
- la matérialisation du réseau d'évacuation des effluents (par raclage) qui sont issus de la stabulation vache laitière;
- la matérialisation de l'évacuation des effluents (par raclage) qui sont issus de la stabulation des génisses;
- les canalisations d'évacuation des effluents en provenance de la salle de traite (eaux blanches et vertes) et des effluents en provenance de la STO1. (La STO1 n' a pas été vue le jour du contrôle)
- la matérialisation des caniveaux de récupération des jus issus des silos de stockage de la fumière et des silos à maïs.
- Les points de pompage de lisier sur les fosses STO2 et STO3. Les points de pompages n'ont pas été contrôlés le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection vous demande de réactualiser le plan de masse en y ajoutant les points cités ci dessus. Ces plans devront être joints à la nouvelle déclaration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois